



Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Avis sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Lunel - Avis favorable - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Conseil communautaire du Pays de Lunel a arrêté son projet de Schéma Cohérence Territoriale (SCoT) révisé en séance du 9 février 2022. Montpellier Méditerranée Métropole est consultée en tant que personne publique associée sur ce projet car limitrophe au Pays de Lunel (Beaulieu, Restinclières et Saint-Geniès-des-Mourgues).

Historique de la procédure

Le territoire du Pays de Lunel est couvert par un SCoT approuvé en 2006, pour lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier avait formulé un avis favorable.

En 2015, le Pays de Lunel a prescrit une procédure de révision (avec entre temps une évolution du périmètre et un passage de 13 à 14 communes). Le projet de SCoT révisé a été arrêté en 2019.

En revanche, plusieurs personnes publiques associées avaient formulé des observations, en particulier sur les objectifs et la méthodologie de mesure de consommation d'espace agro-naturel. La Commission de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) avait quant à elle formulé un avis défavorable notamment s'agissant des enjeux agricoles. Le Pays de Lunel a ainsi souhaité revoir leur projet de SCoT, avec un débat sur un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ajusté et un nouvel arrêt du projet en février 2022.

Le positionnement du Pays de Lunel

La communauté de communes du Pays de Lunel compte 14 communes et plus de 50 000 habitants. Le Pays de Lunel est situé dans un espace d'interface entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'agglomération de Nîmes : un espace « d'entre deux », s'affirmant comme une alternative de vie aux deux grandes agglomérations urbaines. Dans cet esprit, le PADD dresse plusieurs pistes de coopération avec les SCoT voisins, dans un « principe de réciprocité entre espaces dans une logique gagnant-gagnant. Ces synergies sont porteuses de dynamiques territoriales complémentaires plutôt que concurrentielles », en écho avec le PADD du SCoT révisé de la Métropole

Ainsi, le PADD promeut la coordination dans la stratégie d'aménagement commercial et de développement économique, en proposant des modèles complémentaires. Ces dynamiques métropolitaines peuvent s'appuyer sur le développement du Pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare de Lunel. A ce titre, le PADD du Pays de Lunel considère ce PEM comme l'un des moyens pour mettre en réseau l'espace métropolitain Sète-Montpellier-Nîmes-Alès, sachant qu'il relie Montpellier et Nîmes en 15 minutes : de quoi « transposer le concept de ville au quart d'heure à grande échelle ».

Les trois ambitions du projet de SCOT

Ambition 1 : Assurer un développement vertueux et valoriser les ressources

Le territoire du SCoT est couvert par 2/3 de terres agricoles : une mosaïque de pratique culturale qui participe au maintien de la biodiversité, au sein du réseau de la trame verte et bleue établi en cohérence avec le SCoT de la Métropole, notamment au niveau de la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) Plaines de Beaulieu et Saussines commune aux deux territoires.

Le projet de SCoT prévoit une consommation foncière de 232 ha à l'horizon 2040, soit 11 ha/an et 330 m²

par habitant supplémentaire. Cela correspond à une réduction de 57 % de la consommation, par rapport à la consommation observée sur la période 2008-2019, contre 50 % dans la version 2019 du projet de SCoT (ces valeurs ayant été établies à partir des données d'occupation du sol fournies par la Métropole). Cet objectif passe notamment par l'« intensification urbaine » : densification des nouvelles opérations (densité à l'échelle des opérations de 25 à 70 logements/hectare selon l'armature urbaine), renouvellement du tissu existant, comblement des dents creuses, réinvestissement des logements vacants ou insalubres.

Ambition 2 : promouvoir un territoire solidaire

Dans un contexte de tassement de la dynamique démographique, les élus visent un objectif de croissance annuelle de 0,6 %, pour accueillir 7 000 nouveaux habitants (soit 57 000 habitants d'ici 2040). Le projet de SCoT prévoit ainsi une production annuelle de 275 logements (soit 5 500 logements d'ici 2040), dont une part importante de logements locatifs sociaux pour atteindre l'objectif de production de 25 % pour les communes assujetties à la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) (le Pays de Lunel en compte seulement 10 % actuellement).

En matière de commerce, l'offre en grands centres commerciaux est jugée suffisante pour répondre aux besoins jusqu'à 2040. Dans le corridor languedocien des infrastructures (fer et autoroute), le projet de SCoT porte l'ambition de positionner le PEM de la gare de Lunel (inauguré en 2020) comme un espace de rabattement entre le Sommiérois et la Grande-Motte. Aujourd'hui, les échanges entre Lunel et Montpellier correspondent déjà au tronçon ferroviaire le plus fréquenté d'Occitanie pour les déplacements domicile-travail.

Ambition 3 : développer un espace de vie attractif dans le système métropolitain languedocien

A travers son projet de SCoT, le Pays de Lunel se positionne comme un pôle économique d'équilibre entre les bassins d'emplois de Montpellier et Nîmes (25% des actifs du Pays de Lunel travaillent à Montpellier). Le PADD vise un renforcement d'emplois locaux pour ramener le ratio à 1 emploi pour 3,5 habitants d'ici 2040 (contre 1 emploi pour 3,8 habitants actuellement). Cet objectif se traduit notamment par le développement de l'activité productive et la valorisation des filières innovantes, en évitant toutefois l'implantation supplémentaire d'activités de stockage ou de logistique.

Dans ce cadre, la stratégie de développement économique prévoit des opérations de requalification, ainsi que 45 ha d'extension et création de zone d'activités économiques (dont un projet à rayonnement régional sur 20 ha). Parallèlement, le PADD prévoit de renforcer les filières de proximité et de circuits courts à l'échelle du bassin de consommation métropolitain, de Montpellier jusqu'à Nîmes.

Enfin, le projet de SCoT envisage aussi de développer le tourisme d'affaires et de congrès, grâce à l'achèvement de la ligne à grande vitesse en direction de Perpignan et à la proximité des pôles montpelliérain et nîmois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'émettre un avis favorable sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Lunel ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190093-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.